

Newsletter n°4

Chers amis,

A la sortie du Conseil des Ministres du 19 mars dernier, l'ensemble de la presse malgache et internationale avait publié un communiqué sur les décisions considérées comme urgentes par ce Conseil des Ministres. Quelques médias internationaux et un journal malgache avaient en outre ajouté que le président de la Haute Autorité de la Transition, Andry Rajoelina, avait annoncé l'annulation du contrat Daewoo à la sortie de ce Conseil.

Le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches a alors décidé d'adresser un courrier aux nouveaux dirigeants le 21 mars pour demander confirmation et réalisation effective de cette annonce, et pour rappeler de manière officielle les revendications que nous formulons et réitérons tous ensemble auprès des autorités depuis plusieurs mois.

Ce courrier a été diffusé à l'ensemble de la presse malgache le 5 avril et nous vous le transmettons ci-dessous et ci-joint.

Bien cordialement

Paris, le 11 avril 2009

Le Bureau du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches

Ralava Beboarimisa, Président
Samuel Jocelyn, Vice-président
Philippe Randrianarimanana, Trésorier
Mamy Rakotondrainibe, Secrétaire générale.

Le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches

A l'attention de
Monsieur Andry Rajoelina, Président de la Haute Autorité de Transition,
Monsieur Monja Roindefo, Premier Ministre
et à l'ensemble du Gouvernement
de la République de Madagascar

Mesdames et Messieurs,

Nous, membres du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, qui s'est constitué en décembre 2008 suite à la publication par la presse internationale de « l'affaire Daewoo »,

- nous félicitons de l'annonce faite le 19 mars par le président de la Haute Autorité de Transition, Monsieur Andry Rajoelina, d'annuler ce projet Daewoo,
- et portons à votre connaissance, pour cette occasion, l'ensemble de nos revendications autour de ce sujet, pour que la réalisation de cette annulation recouvre tous les aspects de cette affaire, élimine tout projet de ce type et protège les familles et paysans malgaches de décisions similaires portant atteinte à la souveraineté nationale.
- Cette pétition est actuellement signée par près de 4 800 personnes de Madagascar, de France et de nombreux autres pays du monde sur le site <http://terresmalgaches.info> et avait été envoyée au gouvernement précédent à deux reprises.

Le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches (réseau citoyen et indépendant de toute appartenance politique) exige que les autorités malgaches

fassent preuve de transparence totale sur l'affaire Daewoo : termes du contrat, état actuel des autorisations d'acquisitions de terrains dans chaque district,

arrêtent toutes les procédures en cours et annulent toutes les autorisations déjà accordées

et informent la population malgache de toutes les « affaires » similaires signées ou en cours avec d'autres sociétés ou pays étrangers.

Pour défendre et sauvegarder les Terres Malgaches et empêcher d'autres octrois ou locations de concessions semblables, le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches demande

une révision de la loi 2007-036 du 14 janvier 2008 sur les investissements qui favorise de manière inacceptable l'octroi de terres aux étrangers et riches entrepreneurs, notamment agricoles (pour l'agrobusiness),

l'organisation d'un débat national pour la mise en place de nouvelles lois et mesures concrètes facilitant l'acquisition de terrains pour les familles et paysans malgaches, pour renforcer et accélérer la multiplication effective des structures d'immatriculations foncières dans les collectivités décentralisées,

l'organisation d'un débat national mettant à contribution tous les citoyens – suivi d'un vote si nécessaire – sur les clauses des contrats de location de concessions aux firmes et grosses sociétés agricoles ou minières, terres aux étrangers.

l'intégration de mesures de suivi-évaluation annuel par les agriculteurs, citoyens et experts malgaches et internationaux dans les procédures des baux emphytéotiques pour que tous les citoyens puissent apprécier les bienfaits apportés ou dégâts provoqués sur le plan économique, social, environnemental, pédologique, etc.. et tirer des conclusions pour la continuation ou l'annulation du contrat.

Les terres, les ressources naturelles et la biodiversité constituent les principales richesses des pays pauvres comme Madagascar. Aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants de ces pays doivent gérer ces ressources dans le sens de la sauvegarde de ces richesses et de leur meilleure répartition entre toutes les couches de la population. Il est inacceptable de favoriser les spéculateurs, firmes puissantes et autres Etats en bradant les terres aux étrangers.

Fait à Paris le 5 janvier 2009

Prenant acte de cette intention louable d'annuler le projet Daewoo annoncée par le président de la Haute Autorité de la Transition, Monsieur Andry Rajoelina, le Collectif pour la Défense des Terres malgaches encourage le Président, le gouvernement et l'ensemble des autorités publiques concernées, à appliquer de manière concrète dans les meilleurs délais une telle mesure qui correspond aux intérêts des paysans et de la Nation malgaches.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de notre très haute considération.

Paris le 21 mars 2009

Le Bureau du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches
Ralava Beboarimisa, Président
Samuel Jocelyn, Vice-président
Philippe Randrianarimanana, Trésorier
Mamy Rakotondrainibe, Secrétaire générale

Collectif pour la Défense des Terres Malgaches – association loi 1901 – déclarée au J.O. associations le 7 février 2009

21 ter, rue Voltaire - 75011 – Paris <http://terresmalgaches.info> patrimoinemalgache@gmail.com